

International Labor Network of Solidarity and Struggle
Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas
Rete Sindacale Internazionale di Solidarietà e di Lotta
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes



www.laboursolidarity.org

Egypte : communiqué de la famille de Ramy Shaath concernant son arrestation et sa détention

Ramy Shaath est un homme politique égyptien et palestinien âgé de 48 ans. Il est le fils du Dr. Nabil Shaath, ancien Vice-Premier ministre palestinien, ministre de la Coopération internationale et Premier ministre par intérim et actuellement conseiller des affaires étrangères du président Mahmoud Abbas.

Ramy a été arrêté dans la nuit, le vendredi 5 juillet à 00h45, à son domicile du Caire, après qu'au moins une douzaine d'agents de sécurité lourdement armés aient pris d'assaut et fouillé sa résidence sans présenter aucun document légal le permettant. Pendant le raid, Ramy a demandé à plusieurs reprises aux deux officiers en civil la raison de leur présence et si cela signifiait qu'il était en état d'arrestation sans jamais obtenir de réponse. Au cours du raid, les agents ont saisi des ordinateurs, des disques durs et des téléphones portables. L'épouse de Ramy, citoyenne française résidant en Égypte depuis plus de sept ans, était présente lors de son arrestation. Elle a été expulsée de manière arbitraire, forcée et sans aucun motif par les agents qui ont également refusé qu'elle contacte son consulat bien qu'étant officiellement sous sa protection.

La disparition de Ramy a été signalée par sa famille et ses avocats au commissariat de police de Qasr el Nil le vendredi matin. Ce n'est que 36 heures plus tard, le samedi 6 juillet, que Ramy réapparaissait devant le parquet de la Sûreté de l'État. Bien qu'il n'ait pas été autorisé à contacter son avocat ou sa famille, un avocat qui se trouvait sur place a été autorisé à assister à l'interrogatoire de Ramy par le Procureur et à s'assurer qu'il n'avait pas été maltraité. C'est alors que nous avons découvert que Ramy avait été ajouté à une affaire pénale déjà ouverte connue sous le nom de « l'affaire de l'Espoir » et accusé d'« assistance à un groupe terroriste ».

Né en 1971 à Beyrouth, Ramy est revenu au Caire avec sa famille en 1977 au début de la guerre civile libanaise. Fortement touché par ces événements, il a consacré toute sa vie à la défense des droits des Palestiniens, à la liberté et à la justice dans la région, convaincu que les droits humains devaient être respectés et appliqués pour tous sans distinction. Diplômé du King's College de Londres en 1995 après avoir obtenu une bourse du British Council, Ramy a servi en tant que conseiller politique et stratégique auprès de l'ancien président palestinien Yasser Arafat. Au Caire, il a joué un rôle actif dans les négociations en vue de la création d'un État palestinien indépendant mais devant l'échec des négociations, il s'est retiré de la politique à la fin des années 1990. Beaucoup plus tard, en 2010, alors que le mouvement pour la démocratie et la justice sociale se développe en Égypte, Ramy rejoint la coalition de militants qui organisent le soulèvement populaire de Janvier 2011 qui conduira au départ du président égyptien Moubarak. Au cours des années suivantes, il a directement contribué à la création de divers partis, mouvements et coalitions qui ont joué un rôle important dans la transition démocratique du pays, y compris le parti El-Doustour dont il a tenu le rôle de Secrétaire général avant sa fondation officielle. En 2015, il a co-fondé et est devenu le coordinateur du mouvement BDS en Égypte, une coalition nationale lancée par plus de 10 partis politiques, syndicats d'étudiants et de travailleurs, ONG et personnalités publiques pour la défense des droits des Palestiniens à l'autodétermination.

Juste avant son arrestation, Ramy avait exprimé de manière publique son opposition au « Deal du Siècle » et participé à diverses initiatives en ce sens rejetant également toute participation de l'Égypte à la Conférence de Bahreïn.

Aujourd'hui, Ramy est détenu arbitrairement en raison de ses activités politiques légitimes et pacifiques et inculpé dans une affaire pénale sans fondement, sans aucun élément de preuve tangible à son encontre, à l'exception d'« éléments d'enquête » auxquels ni lui ni ses avocats n'ont eu accès.

La Sûreté de l'État égyptienne persécute Ramy depuis de nombreuses années pour ses positions publiques contre toute forme de répression politique en Égypte, ainsi que pour sa défense des droits des Palestiniens contre l'occupation israélienne et l'apartheid. Par exemple, en avril 2012, les autorités égyptiennes ont refusé de renouveler son passeport, affirmant qu'il n'était pas Égyptien mais uniquement Palestinien. Ramy a obtenu gain de cause en mars 2013 et son

passport égyptien lui a été délivré à nouveau. Mais l'État a fait appel de ce verdict en 2018, tentant une nouvelle fois de priver Ramy de sa nationalité.

Depuis son arrestation, Ramy est détenu à la prison de la Torah. Il a passé son premier mois de détention dans une cellule d'environ 30 mètres carrés dans laquelle environ 30 autres personnes étaient aussi détenues, certaines souffrant de maladies, sans espace pour s'allonger ni temps de sortie. Face à ces conditions, nous sommes aujourd'hui très inquiets, d'autant plus que Ramy a un taux de cholestérol élevé, ce qui nécessite une activité physique régulière, une alimentation saine et des médicaments. Au cours de la première semaine d'août, il a été transféré dans une cellule légèrement meilleure, avec moins de personnes et autorisé à passer une heure à l'extérieur par jour, mais sa famille et ses amis restent inquiets.

Pendant plusieurs semaines, la famille, autorisée à une visite hebdomadaire de 20 minutes, a tenté d'obtenir sa libération auprès des autorités égyptiennes étant donné l'absence de base légale ou de preuve justifiant son arrestation. Malgré les assurances données aux négociateurs que Ramy serait libéré, sa détention préventive a été constamment renouvelée.

Aujourd'hui, nous réitérons notre demande de voir Ramy libéré, compte tenu de l'absence d'accusation et de preuves solides à son encontre, et que son épouse soit autorisée à retourner au Caire le plus tôt possible, à la fois pour soutenir son mari et parce que c'est son lieu de résidence et d'emploi.

Jusqu'à la libération de Ramy, nous tenons les autorités égyptiennes pour responsables de sa sécurité personnelle. Nous rejetons également toute tentative de ternir la réputation de Ramy et de sa famille dans les médias en relayant de fausses accusations à son encontre.

[#FreeRamyShaath](#)

ثعشدي مارل تيرحلا#

Egypt: statement by Ramy Shaath's family regarding his arrest and detention

Ramy Shaath is a 48-year old Egyptian-Palestinian politician. He is the son of Dr. Nabil Shaath, former Palestinian Deputy Prime Minister, Minister of International Cooperation, and Acting Prime Minister and currently Advisor for Foreign Affairs to President Mahmoud Abbas.

Ramy was arrested on Friday July 5th at 12:45 AM, from his home in Cairo after at least a dozen heavily armed security agents stormed and searched his residence without presenting any legal document allowing them to do so. During the raid, Ramy repeatedly asked the two officers in civilian clothing leading the raid what was the reason for their presence and whether it meant he was being arrested, yet none of the officers answered or provided any document authorizing their actions. During the raid, the agents seized computers, hard drives and mobile telephones. Ramy's spouse, a French citizen resident in Egypt for more than 7 years, was present when they arrested him. She was arbitrarily and forcibly deported by these security forces who refused to disclose the reason for this, or to allow her to contact her consulate though she was officially under its protection.

Ramy's subsequent disappearance was reported by his family and lawyers to Qasr el-Nil police station on Friday morning. 36 hours later, on Saturday July 6th, Ramy finally appeared before the State Security Prosecution. Though he had not been allowed to contact his lawyer or his family, a lawyer who happened to be at the Prosecution at the time was permitted to attend Ramy's interrogation by the Prosecutor and make sure he had not been mistreated. We then discovered that Ramy was being added to an already open criminal case known as "the Hope case" and charged with "assisting a terrorist group".

Born in 1971 in Beirut, Ramy moved back to Cairo with his family in 1977 at the beginning of the Lebanese civil war. He was strongly affected by these events, and has dedicated his entire life to the defense of Palestinian rights and to freedom and justice in the region, based on his belief that human rights should be upheld for all people without distinction. Ramy graduated in 1995 from King's College, London and received a British Council Chevening scholarship. He served as a political and strategic consultant to former Palestinian President Yasser Arafat. From Cairo, he played an active role in the negotiations for the establishment of an independent Palestinian State; after the negotiations failed, he withdrew from politics in the late 1990s. Much later, in 2010 as a movement for democracy and social justice was growing in Egypt, Ramy joined the coalition of activists who led the popular uprising that led to the ouster of Egyptian President Mubarak in February 2011. In the following years, he helped co-found a variety of parties, movements and coalitions which played an active role in the country's democratic transition, including El-Dostour Party for which he acted as Secretary-General before its official establishment. In 2015, he co-founded and became the coordinator of the BDS movement in Egypt, a national coalition launched by more than 10 political parties, student unions, syndicates, NGOs and public figures for the defense of the Palestinian right to self-determination.

Just before his arrest, Ramy very vocally expressed his opposition to the “Deal of the Century” and any Egyptian participation in the Bahrain Conference. Today, Ramy is arbitrarily detained due to his legitimate and peaceful political activities and charged in an unfounded criminal case with no real evidence against him, except police “findings” that neither he nor his lawyers have been allowed to examine.

Egyptian State Security has been persecuting Ramy for many years for his public positions against all form of political repression in Egypt, as well as his defense of Palestinian rights against Israeli occupation and apartheid. For example, in April 2012, the Egyptian authorities refused to renew his passport, arguing that he was Palestinian and not Egyptian. Ramy won a case challenging that in March 2013 and his Egyptian passport was re-issued. But the State appealed that verdict in 2018, attempting once again to deny Ramy his nationality.

Since his arrest, Ramy has been detained in Torah prison. He spent his first month of detention in a cell about 30 square meters in size, in which about 30 others were also held, some of whom having illnesses. There was no space to lie down and no outdoor exercise allowed. His family is very worried about these very poor conditions, especially considering that Ramy has high cholesterol which requires regular exercise, a healthy diet and medication. In the first week of August, he was moved to a slightly better cell, with fewer people and he has been allowed one hour outside per day, but his family and friends remained very concerned.

His relatives, who have been able to visit him once a week for about 20 minutes, have tried to obtain his release from the Egyptian authorities, considering the absence of legal grounds or evidence justifying his arrest in the first place. But despite assurances given to the negotiators that Ramy would be released, his preventive detention has been constantly renewed since then.

Today we are calling for Ramy’s prompt release, given the lack of substantiated charges and evidence against him, and for his wife to be allowed to return to Cairo as soon as possible, both to support her husband and because that is her place of residence and employment.

Until Ramy’s release, we hold the Egyptian authorities responsible for his personal safety. We also reject any attempt to tarnish Ramy and his family’s reputation in the media by relaying false accusations against him of assisting or joining any terrorist group.

#FreeRamyShaath

ثعشد_ي_مارل_تتير_حلا_#

Egipto: declaración de la familia de Ramy Shaath sobre su arresto y detención

Ramy Shaath es un político egipto-palestino de 48 años. Es el hijo del Dr. Nabil Shaath, ex Viceprimer Ministro Palestino, Ministro de Cooperación Internacional, Primer Ministro en Funciones y Consejero para Asuntos Internacionales del Presidente Mahmoud Abbas.

Ramy fue arrestado el jueves 5 de julio a las 12.45 AM en su casa de El Cairo por al menos una docena de agentes de seguridad fuertemente armados, que registraron su residencia sin presentar ningún documento que les permitiera hacerlo. Durante el registro, Ramy preguntó repetidamente a los dos oficiales vestidos de civil que lo dirigían cuál era la razón de su presencia y si significaba que le iban a detener. Sin embargo, ninguno de los oficiales respondió o presentó documento alguno que autorizara sus acciones. Durante el registro, los agentes se incautaron de ordenadores, discos duros y teléfonos móviles. La esposa de Ramy, una ciudadana francesa que lleva más de 7 años residiendo en Egipto, estaba presente cuando lo arrestaron. Fue deportada de manera arbitraria y forzosa por las fuerzas de seguridad, que rehusaron dar explicaciones por ello y le impidieron que contactara a su consulado, a pesar de que estaba oficialmente bajo su protección.

La desaparición de Ramy fue comunicada por sus familiares y abogados en la comisaría de policía de Qasr el-Nil el viernes por la mañana. 36 horas después, el sábado 6 de julio, Ramy apareció finalmente ante el Fiscal de Seguridad del Estado. A pesar de que no había sido autorizado a contactar con su abogado o con su familia, se le permitió a un abogado que estaba en la Fiscalía en ese momento que estuviera presente durante el interrogatorio para que se cerciorara de que Ramy no era maltratado. Descubrimos entonces que Ramy había sido incluido en un caso criminal abierto, conocido como “el Caso de la Esperanza”, y acusado de apoyar a un grupo terrorista.

Nacido en 1971 en Beirut, Ramy se mudó a El Cairo con su familia en 1977 al principio de la guerra civil de Líbano. Estos acontecimientos le marcaron y decidió dedicar toda su vida a la defensa de los derechos del pueblo palestino y por la libertad y a la justicia en esta región, basándose en la noción de que los derechos humanos deberían ser disfrutados por todas las personas sin distinción. Ramy se graduó en el año 1995 en el King’s College de Londres y recibió una beca Chevening del British Council. Fue asesor político y estratégico para el ex presidente palestino Yasser Arafat. Desde El Cairo, jugó un papel

activo en las negociaciones para el establecimiento de un Estado palestino independiente. Después de que las negociaciones fracasaran, se retiró de la política a finales de la década de los noventa. Mucho más tarde, en 2010, cuando el movimiento por la democracia y la justicia social crecía en Egipto, Ramy se unió a la coalición de activistas que lideraron el levantamiento popular contra el presidente egipcio Mubarak en febrero de 2011. Durante los años siguientes, ayudó a cofinanciar a diversos partidos, movimientos y coaliciones que jugaron un papel activo en la transición democrática en el país, incluyendo al partido político El-Dostour, del que fue secretario general antes de su oficialización. En el año 2015 fue uno de los cofundadores y se convirtió en el coordinador del movimiento BDS en Egipto, una coalición nacional lanzada por más de 10 partidos políticos, sindicatos estudiantiles, sindicatos, ONGs y figuras públicas en defensa del derecho palestino a la auto-determinación.

Justo antes de su arresto, Ramy expresó su oposición al llamado “Acuerdo del siglo” y a cualquier participación de Egipto en la Conferencia de Bahréin. Hoy, Ramy se encuentra detenido debido a sus legítimas y pacíficas actividades políticas y se encuentra imputado como parte de un caso criminal sin fundamento y sin ninguna evidencia real en su contra, excepto los “hallazgos” policiales que ni él ni sus abogados han podido examinar.

Las fuerzas de seguridad egipcias han estado persiguiendo a Ramy durante muchos años por su oposición pública a todas las formas de represión política en Egipto, así como por su defensa de los derechos palestinos y contra la ocupación israelí y el apartheid. Por ejemplo, en abril de 2012 las autoridades egipcias rehusaron renovar su pasaporte, argumentando que él era palestino y no egipcio. Ramy ganó su recurso en marzo de 2013 y su pasaporte egipcio fue renovado, pero el estado apeló de nuevo la sentencia en 2018 en un nuevo intento de privarle de su nacionalidad.

Desde su detención, Ramy ha estado preso en la prisión de Torah. Pasó su primer mes de arresto en una celda de unos 30 metros cuadrados en la que había otras 30 personas detenidas, algunas de las cuales se encontraban enfermas. No había espacio para tumbarse ni se les permitía ejercitarse en el exterior. Su familia se encuentra muy preocupada por estas condiciones, particularmente debido a que Ramy tiene el colesterol alto y requiere de ejercicio regular, una dieta saludable y medicación. Durante la primera semana de agosto, se le trasladó a una celda mejor, con menos gente, y se le ha permitido salir durante una hora al día, aunque sus familiares y amigos permanecen muy preocupados.

Sus parientes, que han podido visitarle una vez a la semana durante 20 minutos, han intentado conseguir que las autoridades egipcias lo pusieran en libertad, considerando la ausencia de base legal o de evidencias en su contra que justificaran su arresto. A pesar de las garantías dadas a los negociadores de que Ramy sería liberado, su detención provisional ha sido renovada constantemente desde entonces.

Hacemos un llamamiento a que Ramy sea liberado cuanto antes, dada la ausencia de cargos y pruebas sustanciales en su contra, y que se le permita a su mujer retornar a El Cairo lo antes posible, tanto para apoyar a su marido como por el hecho de que se trata de su lugar de trabajo y de residencia.

Hasta que sea liberado, hacemos responsables a las autoridades egipcias de su seguridad personal. Rechazamos también cualquier intento de dañar la reputación de Ramy y de su familia en los medios de comunicación mediante la divulgación de acusaciones falsas de colaboración o pertenencia a un grupo terrorista.

#FreeRamyShaath

ثعهد يمارل تيرحلا#

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (**CGATA**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.

- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) – Sénégal
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Pérou
- Union Syndicale Progressiste des Travailleurs du Niger (**USPT**) - Niger.

- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (**UNSAS**) - Sénégal.
- Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (**UNT**) - El Salvador.
- Solidaridad Obrera (**SO**) - Etat espagnol.
- Confederazione Unitaria di Base (**CUB**) - Italie.
- Independent Workers Union of Great Britain (**IWGB**) - Grande-Bretagne.
- Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (**OZZ IP**) - Pologne.
- Centrale Démocratique des Travailleurs de Martinique (**CDMT**) – Martinique.
- Associazione Diritti Lavoratori Cobas (**ADL COBAS**) - Italie

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail – Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/CDTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) – Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) – Panama.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.
- Syndicat Autonome des Postiers (**SAP**) - Suisse.
- Federación nacional de trabajadores de la educación (**SUTE-Chili**) - Chili.
- Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public - Côte d'Ivoire.
- Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales - Union Marocaine du Travail (**UMT-Collectivités locales**) - Maroc.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Cheminots (**CGSP/FGTB Cheminots**) - Belgique.
- Botswana Public Employees Union (**BOPEU**) - Botswana.
- Organisation Démocratique du Travail – Organisation Démocratique du Travail (**ODR/ODT**) – Maroc.
- Federacao Nacional dos Ttrabalhadores em Transportes Aéreos do Brasil (**FNTTA**) - Brésil.
- Federação Nacional dos Metroviários (**FENAMETRO**) - Brésil.
- Namibia Football Players Union (**NAFPU**) – Namibie.
- Palestinian Electricians' Trade Union (**PETU**) – Palestine.
- Missão Publica Organizada - Portugal

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.

- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) – Belgique.
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato di base Pavia (**SDB Pavia**) - Italie.
- United Auto Workers local 551 Ford Chicago (**UAW Ford Chicago**) – Etats-unis.
- Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.
- Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (**SUBTE/CTAt**) - Argentine

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**).

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**GM**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- Fronte di lotta No Austerity - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.
- Workers Solidarity Action Network (**WSAN**) - Etats-Unis.
- United Voices of the World (**UVW**) - Grande-Bretagne.
- Unidos pra Lutar - Brésil.
- Corriente Político Social Sindical 1° de Mayo de Buenos Aires – Argentine.
- Coordinamento Nazionale Unitario Pensionati di oggi e di domani (**CONUP**) - Italie